

Revue du MAUSS

Revue trimestrielle

SOMMAIRE/N° 3 /NOUVELLE SÉRIE/PREMIER TRIMESTRE 1989

| | |
|---|-----|
| Présentation : de l'économie non politique..... | 3 |
| François FOURQUET <i>Économie et pouvoir</i> | 12 |
| Richard KLEINSCHMAGER <i>Max Weber en 1895</i> | 24 |
| Max WEBER <i>L'État national et la politique économique (traduit par R. Kleinschmager)</i> | 35 |
| Serge LATOUCHE <i>Essai sur les limites de l'analyse régulationniste dans le contexte de la crise contemporaine</i> | 60 |
| Alain CAILLÉ <i>Le crépuscule de l'économie politique</i> | 73 |
| Wolfgang SACHS <i>Le culte de l'efficiencce absolue</i> | 85 |
| Gerald BERTHOUD <i>Le corps humain comme marchandise</i> | 96 |
| Paulette TAIEB <i>Amour de soi et police</i> | 114 |
| Henri DENIS <i>Hegel et l'utilitarisme</i> | 120 |
| Alain CAILLÉ <i>« Embedded » ou « disembedded »? Contextualité et in- dépendance des ordres</i> | 141 |
| Pascal COMBEMALE <i>Petite histoire d'une discipline indisciplinée : les sciences économiques et sociales</i> | 151 |
| Livres reçus | 159 |
| Dernière minute..... | 162 |

Revue du MAUSS

Mouvement anti-utilitariste dans les sciences sociales

CONSEIL DE PUBLICATION: Cengiz Aktar, Rigas Arvanitis, Louis Baslé, Gerald Berthoud, Pierre Bitoun, Jean-Luc Boilleau, Hubert Brochier, Giovanni Busino, Alain Caillé, Pascal Combe-male, Annie L. Cot, Jean-Pierre Dupuy, Michel Freitag, Roger Frydman, Jacques T. Godbout, Ahmet Insel, Jérôme Lallement, Pierre Lantz, Serge Latouche, Claude Lefort, Thierry Paquot, Jean-Claude Perrot, Paulette Taieb.

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION: Alain Caillé.

SECRETARIAT DE REDACTION: Gerald Berthoud, Pierre Bitoun, Ahmet Insel, Serge Latouche.

Les manuscrits sont à adresser à: Revue du MAUSS, La Découverte, 1, place Paul-Painlevé, 75005 Paris.

La Revue du MAUSS est publiée par une association 1901. En devenant membre de l'association, vous serez tenu au courant de ses activités. Adhésion: 40 F par an (chèque à l'ordre du MAUSS, 10, rue Pouchet, 75017 Paris).

PRÉSENTATION

DE L'ÉCONOMIE NON POLITIQUE

S'il fallait attribuer une date de baptême déterminée et ponctuelle à l'économie politique ou, si l'on veut, à la « science économique », 1776 serait certainement l'année la plus plausible. C'est cette même année, en effet que paraissent les *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations* d'Adam Smith et les *Réflexions sur la formation et la distribution des richesses* de Turgot, les deux ouvrages qui contiennent en germe l'essentiel des développements ultérieurs de l'économie politique. La raison pour laquelle Smith est classiquement considéré comme le « père de l'économie politique » est qu'il parachève la liquidation de l'imaginaire mercantiliste qui reposait sur l'identification de la richesse des nations à celle du prince et de l'État. En posant que la richesse du monarque ne dépend pas tant de sa capacité à capter à son profit celle des autres monarques que de la richesse de ses propres sujets et que celle-ci, à son tour, est étroitement liée à la division du travail qu'ils instaurent entre eux, Smith, dans le sillage des physiocrates, scelle la reconnaissance définitive de l'autonomie de l'ordre économique par rapport à l'ordre politique et social. La société civile, celle des besoins et de la production, est désormais perçue dans sa consistance propre, indépendante de celle de l'État. L'économie politique sera la science de cette auto-consistance de la société civile. Avec les ambiguïtés que l'on devine. Si la société civile se tient d'elle-même, alors c'est que le « reste », tout ce qui ne ressortit pas exclusivement aux besoins et au travail est, au mieux, de l'ordre de la superstructure et de l'inessentiel. En le vouant aux ténèbres de l'improductivité, l'économie politique proclame que ce reste n'a au fond pas de raison d'être. Il suffit d'un petit pas supplémentaire pour parvenir à la conclusion que si la société civile, parce qu'elle est auto-engendrée, ne procède pas de la société politique, alors rien ne doit subsister en droit et en fait en dehors des frontières de l'économie. En découle la conclusion parallèle que, en droit et en fait également, la science économique représente l'unique science sociale véritable. On sait qu'il faudra près de deux siècles pour que les économistes de l'école

de Chicago, bientôt relayés par nombre de sociologues ou d'historiens, s'autorisent cette conclusion radicale et amorcent la réalisation effective du projet clairement énoncé par Bentham dès la fin du XVIII^e siècle: celui d'expliquer l'intégralité de la pratique humaine; et d'en juger éthiquement, en raisonnant du point de vue de la logique (utilitariste) simple du calcul par les individus des coûts et des avantages de leurs actions.

Une telle entreprise de généralisation du paradigme économique aboutit évidemment à multiplier les problèmes théoriques que rencontrait déjà l'économie politique restreinte. Ce n'est pas leur examen qui fait l'objet du présent numéro¹. Il se propose plutôt de prendre davantage les problèmes à la racine, ou en amont, comme on voudra. Même s'ils n'ont pas tous été écrits directement dans cette perspective, les articles ici rassemblés soulèvent tous, en effet, la question de la possibilité même de l'économie politique. Que celle-ci ne coule pas de source, c'est ce qui ressort déjà suffisamment du postulat de la clôture et de l'auto-engendrement du système économique sur lequel repose toute l'économie politique classique. Appelons ce postulat celui de la séparabilité, pour ajouter qu'il soulève immédiatement la question de savoir dans quelle mesure sujets et systèmes économiques sont susceptibles d'être caractérisés comme tels, indépendamment de leurs dimensions extra-économiques. *A fortiori*, le problème soulevé devient-il difficilement soluble à partir du moment où l'économie politique généralisée laisse entendre que loin que la société civile s'organise à partir de sa structuration politique intime, c'est l'inverse qui est vrai. Jusqu'à il y a peu, le système économique était considéré comme un sous-ensemble du système social global et l'ordre politique comme son incarnation par excellence. Or, poser que tout participe de l'économique revient, somme toute, à affirmer que c'est le sous-ensemble économique qui tient le rôle d'ensemble social le plus englobant. Et ce dernier, réciproquement, est considéré comme le sous-ensemble de son sous-ensemble économique...

Ces considérations paraîtront peut-être excessivement formelles. Énonçons-en donc un corollaire plus concret. En notant que c'est curieusement et par une sorte d'ironie que l'économie politique est qualifiée de politique. Car elle ne se nourrit et

1. Pour la discussion de certaines des difficultés de l'économie politique restreinte, cf. le *Bulletin du MAUSS*, n° 12. Et sur les difficultés soulevées par sa généralisation, cf. la collection complète du *MAUSS*...

ne se développe que du désir de faire l'économie du moment politique. En pourtant, autre bizarrerie, elle n'a peut-être eu de sens et de portée que dans le cadre d'une configuration politique singulière, celle de l'État-nation. Alain Touraine attirait l'attention récemment² sur le fait que l'objet privilégié de la sociologie classique, et notamment durkheimienne, la société, n'est rien d'autre que l'ombre portée de la nation et qu'elle ne revêt de réalité et d'unité que celles que lui confère l'État national. Si tel est bien le cas, la critique du « holisme » par « l'individualisme méthodologique » a pour enjeu véritable la critique des unifications nationales. Cette critique s'opère au nom de la réalité de l'économie opposée à l'irréalité de la société globale. Or il n'est pas sûr que l'économie des économistes ne relève pas tout autant de la figure de la nation que la société des sociologues fonctionnalistes. Il suffit de rappeler que ce n'est pas n'importe quelle richesse, mais celle des nations, qui préoccupe Adam Smith pour soupçonner que l'objet des économistes est largement redevable à sa structuration politique. Il est vrai que l'économie politique ultérieure affectera de ne s'occuper que de la seule richesse, la richesse sans phrases, et de tenir son inscription territoriale pour secondaire et contingente. Les trois premiers articles par lesquels s'ouvre ce numéro nous incitent, au minimum, à douter qu'il soit possible d'exclure ainsi le politique de l'économie politique et la nation de la richesse nationale.

A commencer par le texte, inédit en français, de la leçon inaugurale prononcée par *Max Weber* en 1895, à l'université de Fribourg. A 31 ans, Max Weber est nommé au titre de professeur extraordinaire en économie politique. Il consacre sa première leçon à « l'État national et la politique économique ». Avouons que le début de cette conférence qui n'hésite pas à entrer dans un certain détail pour étudier l'évolution relative de l'occupation du sol par les Allemands et les Polonais en Prusse occidentale à la fin du XIX^e siècle, n'est pas immédiatement captivant pour le lecteur français d'aujourd'hui. Sans compter que certaines considérations sur la supériorité culturelle de la race allemande passent difficilement. D'où notre hésitation initiale à publier cette traduction. Vite surmontée. Le grand sociologue allemand est tellement mal connu en France, de façon si fragmentée, que tout ce qui peut contribuer à éclairer la genèse de sa pensée est d'importance. Le traducteur, *Richard Kleinschma-*

2. Alain TOURAINE, *Le Retour de l'acteur*, Fayard.

ger, nous donne les repères essentiels à la compréhension des tenants et des aboutissants du texte³. Mais l'intérêt de la seconde partie compense largement l'austérité de la première. Il est en effet étonnant, et source de réflexions, de voir un auteur, qui se réclame à la fois de l'économie politique et de la bourgeoisie, affirmer avec autant de force que si l'économie politique est internationale en son principe, l'objectif central de la politique économique ne saurait être que celui de la consolidation de la nation. Entre la richesse et la nation, Weber n'hésite pas. Le but de la politique économique allemande ne doit pas être le bonheur mais l'Allemagne. Vision d'Allemand, lourde de lendemains scabreux? Relents d'un nietzschéisme douteux et aujourd'hui clairement et définitivement hors de propos?

Voire! Dans son résumé d'une thèse d'économie soutenue récemment⁴, François Fourquet expose avec brio comment la « valeur » et l'« utilité » des économistes ne représentent qu'autant de masques ou de cristallisations de la puissance. Si tel est le cas, les mercantilistes auraient vu plus juste, à certains égards, que les économistes scientifiques qui les ont supplantés. La richesse des nations, explique Fourquet, n'est qu'un autre nom pour désigner la puissance. La référence à Nietzsche et au point de vue généalogique est ici explicite. Gardons-nous de nous détourner trop vite de ce qu'il peut avoir d'inquiétant ou de choquant. Dans un remarquable ouvrage, paru il y a une dizaine d'années, François Fourquet avait déjà montré comment la véritable motivation des inventeurs de la comptabilité nationale et de la planification à la française de l'après-guerre résidait dans le désir de réaffirmer une puissance française renouvelée⁵. Et qui ne voit que la capacité des divers pays à tirer leur épingle du jeu

3. Pour plus de détails, cf. *Max Weber et la politique allemande*, Wolfgang MOMMSEN, PUF. Il est clair que cette leçon inaugurale ne rend pas facile l'annexion de Max Weber par l'individualisme méthodologique qui doit donc la considérer comme une oeuvre de jeunesse, rendue caduque par les élaborations ultérieures. C'est cette caducité qu'approuve, par exemple, Hans ALBERT (in *La Sociologie critique en question*).

4. A paraître en avril 1989 aux Éditions La Découverte.

5. F. FOURQUET, *Les Comptes de la puissance*, Éd. Encres/Recherches. La motivation nationaliste est également évidente à Uriage, pépinière des rénovateurs de l'après-guerre (cf. Pierre BITOUN, *Les Hommes d'Uriage*, La Découverte, 1988). Sur la composante nationaliste des processus révolutionnaires, cf. l'excellent *États et Révolutions sociales* de Theda SKOCPOL, Fayard, 1985. Sur les difficultés du passage à la forme nation : « Une nation d'État ; le cas turc », par C. AKTAR et A. INSEL, in *Bulletin du MAUSS*, n° 7.

de la compétition industrielle et économique mondiale dépend étroitement de la force de l'élan national ? Qui, de même et par exemple, croirait que l'ascèse au travail des Japonais est d'ordre purement et simplement économique ?

Il n'en reste pas moins vrai que les structurations nationales ne sont ni naturelles ni éternelles et qu'elles sont aujourd'hui de plus en plus clairement remises en cause par l'internationalisation de l'économie. Or, paradoxalement, c'est peut-être cette internationalisation même, dont on pourrait croire qu'elle atteste du bien-fondé du point de vue économique, qui risque d'entraîner la fin prochaine de la pertinence de l'économie politique. Depuis plus d'un siècle les abstractions dont elle se nourrit et qu'elle secrète ont fait l'objet des critiques des historistes allemands (au nombre desquels se comptait Max Weber), des institutionnalistes américains ou des sociologues durkheimiens. Le flambeau de cette critique est aujourd'hui passé entre les mains de la mouvance post-marxiste qui se présente, en Europe, sous la dénomination d'école de la régulation. L'économie, montre-t-elle, n'existe concrètement et historiquement qu'instituée et régulée par l'entremise de montages sociaux, culturels, juridiques et politiques variables. Ce sont l'histoire et les mécanismes de cette régulation qu'il convient de penser. Mais, se demande *Serge Latouche*, que subsiste-t-il de la régulation lorsque celle-ci est de moins en moins mise en oeuvre par des États nationaux et tend à se volatiliser dans une économie internationale incapable, faute qu'y corresponde un ordre politique, de réguler quoi que ce soit ? Historicisant la régulation mais ne parvenant pas à historiciser l'économie elle-même, l'école de la régulation reste aveugle à la coextensivité de l'économie et de la nation et se présente comme une ultime tentative de sauvegarder l'objet de l'économie politique. Fût-ce au prix de sa dissolution dans un contexte politique lui-même en voie d'obsolescence.

Ne convient-il pas, dans ces conditions, d'aller un peu plus loin et de reconnaître que le projet qu'a incarné l'économie politique est désormais achevé et révolu ? Celle-ci, suggère *Alain Caillé*⁶, n'a eu d'impact et de pertinence qu'aussi longtemps qu'elle s'est souciée de rechercher des interprétations sémantiques aux mécanismes économiques formels qu'elle mettait en évidence. Aussi longtemps, pour le dire en d'autres termes,

6. Le texte qu'on va lire a été primitivement publié dans la revue *Esprit*, août-septembre 1986.

qu'elle a tenté d'accréditer des anthropologies, chargées d'implications éthiques et idéologiques, que ce fût celle du besoin ou celle du travail. Les réflexions sur la « valeur » condensaient l'interrogation anthropologique et normative des économistes. Elles sont désormais clairement caduques. Ou interchangeables. Comme si la sémantique s'était résorbée dans la syntaxe. De l'élan initial de la science économique ne reste plus vivace aujourd'hui que le travail de la formalisation, vite guetté par la tautologie, et les outils de la gestion et de la prévision économiques. Et dont même l'efficacité purement pragmatique fait problème. L'économie politique ne peut donc se survivre qu'en se généralisant et donc en se niant⁷.

Mais cette généralisation est elle-même problématique et dangereuse, bien sûr. Même, ou surtout, avec les meilleures intentions du monde. *Wolfgang Sachs*⁸ attire ainsi notre attention sur l'esprit qui anime les nombreux rapports publiés actuellement sur l'état écologique de la planète. Ils sont tout sauf rassurants. Tous exhortent à une prise de conscience écologique. Ce qui est apparemment nécessaire et louable. Tous également prônent un dépassement du souci de l'efficacité économique partielle au profit d'une efficacité économique globale qui intégrerait les paramètres écologiques et permettrait de gérer effectivement et efficacement les ressources rares. C'est là, estime Sachs, que les choses se gâtent. Car, au fond, ce qui nous est proposé c'est, encore une fois, de faire plus avec moins, d'obtenir toujours plus, et donc de généraliser la relation économique au monde et à la vie. Or c'est cette relation qui les met en péril. Ce que nos experts se refusent à envisager, poursuit Sachs, c'est l'éventualité, ou mieux, la nécessité d'une politique consciente et raisonnée non seulement de ménagement des ressources mais, surtout, de limitation des besoins. Si Sachs a raison — et il est probable qu'il ne pourra pas ne pas avoir raison tôt ou tard, si ce n'est déjà le cas —, la réflexion, ici aussi, doit basculer du champ de l'économie et de l'écologie à celui du politique. La question cruciale que Sachs, malheureusement, ne soulève pas devient celle de savoir quelle instance politique serait susceptible d'im-

7. Hayek, dans sa seconde période, nous offre l'exemple d'un économiste qui énonce un message éthique et idéologique au-delà de la technicité de l'économie politique. Mais son économie politique n'en est plus une. Elle a regagné le champ de la philosophie politique.

8. Traduit par Pierre Eliac, que nous remercions.

puiser et d'imposer une telle autolimitation ? Et avec quelles chances de rencontrer un consensus ?

Ce sont des problèmes du même ordre que soulève *Gerald Berthoud* en s'inquiétant du processus actuellement en cours de mercantilisation généralisée du corps humain. Certes, tout n'est pas nouveau dans cette affaire. La prostitution et la traite des esclaves ne datent pas d'hier. Par rapport à ces fléaux anciens, ce qui se profile à l'horizon peut sembler presque véniel et bénin. Il est concevable, voire probable, que va s'institutionnaliser sous peu un gigantesque marché du sperme, des mères porteuses et des organes. Qu'il deviendra possible, par exemple, d'acheter un oeil à quelque pauvre du tiers ou du quart monde. Quel mal y voir, demandent les libéraux, même de « gauche », si les vendeurs sont consentants et clairement informés ? Aucun, peut-être. Et pourtant qui ne sent qu'une telle évolution ne peut que bouleverser les repères traditionnels de la condition humaine ? En bien ou en mal ? Une réponse claire à la question impliquerait qu'on sache tracer la ligne de partage entre les intérêts légitimes du souci de soi et *l'ubris* que risque de déclencher la suppression de toute borne à la logique des intérêts individuels. Qu'on sache à nouveau distinguer, par exemple, comme Rousseau, entre le légitime « amour de soi » et l'excessif « amour propre », indûment confondus, montre *Paulette Taieb*, par des traductions fautives d'Adam Smith qui brouillent les nécessaires distinctions sous l'indistinct « intérêt ».

Ne pas tout confondre. Distinguer les registres. Reconnaître à chaque ordre de la pratique sociale sa légitimité pleine et entière dans le domaine qui lui revient, mais la lui refuser dès qu'il aspire à en sortir et à coloniser les autres ordres. Ne pas anathémiser, par exemple, la poursuite des intérêts économiques, mais refuser qu'elle n'empiète sur ce qui ne saurait s'y réduire. Empêcher, en un mot, que le rapport social d'ensemble et la société politique ne se réduisent jusqu'à se dissoudre dans le seul ordre de la société civile. C'était, nous rappelle *Henri Denis*, le but du projet politique hégélien, déjà consciemment inspiré par une critique de l'utilitarisme inhérent à l'économie politique naissante⁹. Apparaît ainsi un Hegel ancêtre de la « troisième

9. On sait que Henri DENIS, auteur d'une *Histoire de la pensée économique* (PUF, coll. « Thémis ») qui a formé des générations d'étudiants en sciences économiques, déplore que Marx n'ait pas développé l'économie politique hégélienne qui lui semble contenue dans les *Grundrisse* (cf., par ex., *L'Économie de Marx, Histoire d'un échec*, PUF, 1980). Ce qui soulève la question de savoir s'il

voie » et défenseur d'un projet de revenu minimum. Un Hegel bien modéré, somme toute. A mille lieues en tout cas du paléo-totalitarisme et de l'hyper-rationalisme dont il est fortement soupçonné aujourd'hui du fait de son holisme. Par un Popper, par exemple. Ou par Luc Ferry qui dans sa *Philosophie politique* (PUF, t.I) lui oppose un Fichte campé en champion de la liberté. Un peu rapidement sans doute, si, comme nous le rappelle encore, et à juste titre, Denis, l'apologie fichtéenne de l'État commercial fermé préfigurerait effectivement, elle, à l'inverse de la conception de Hegel, les systèmes totalitaires du XX^e siècle. Sur ce point au moins, la critique de Fichte par Hegel se révèle singulièrement prémonitoire.

Déterminer pour chaque ordre son champ légitime d'extension, refuser la démesure qui résulterait de son extension excessive ? Voilà qui est plus vite dit que fait. Et notamment parce que les différentes conceptualisations qui existent dans les sciences sociales parviennent mal à cerner ce qui ressortit à un ordre déterminé et à le différencier de ce qui, au contraire, relève du contexte dont il émerge. Et plus mal encore à dialectiser ordres et contexte. Certaines théories, les théories orthodoxes, soutient *Alain Caillé*, dans son deuxième texte, posent qu'il n'est de science que des ordres autonomes et purs de la pratique sociale. Celui de la langue, par exemple. Ou bien celui du marché tel que l'analysent les théories de l'équilibre général. Les théories hétérodoxes, au contraire, affirment que de tels ordres purs n'existent pas et qu'un ordre n'est rien d'autre que la réfraction de son contexte. Deux positions trop unilatérales pour ne pas être excessives, et que représentent respectivement, et par exemple, à quelques nuances près, Hayek et Polanyi¹⁰. Entre elles il n'est guère aisé de trouver la voie moyenne¹¹. Peut-être passe-

peut ou s'il aurait pu exister une autre économie politique que celle qui s'est formée. Celle, par exemple, que tentent d'élaborer, à partir d'une critique solidement argumentée de la science économique telle qu'elle existe, Carlo BENETTI et Jean CARTELIER (cf. *Marchands, salariat et capitalismes*, Maspero-PUG, 1980) ? La réponse nous semble devoir être négative. Le désir d'édifier une science politique est indissolublement lié au postulat de séparabilité de l'économie. Soit on l'accepte, et on retombe alors dans le cadre de l'économie politique effective. Soit on le refuse, et il faut renoncer à la croyance en une science économique radicalement distincte de la sociologie ou de la philosophie politique.

10. Ce texte a été écrit à l'occasion du deuxième colloque international Karl Polanyi qui s'est tenu à Montréal en novembre 1988.

11. On pourrait sans doute reprocher à F. Fourquet de réduire trop vite l'économique à la puissance. Il y baigne, effectivement. Mais ce n'est pas son seul contexte et il ne s'y réduit pas.

t-elle par la reconnaissance du fait que la distinction entre ordre et contexte n'est jamais donnée mais toujours instituée. Ce qui nous ramène à la considération du politique et à l'idée que l'économique n'existe, ou ne semble exister, comme ordre séparé que pour autant que sa séparation est instituée par une sorte de « choix » qu'effectue la société considérée dans son ensemble. Un choix politique, au sens large du terme, donc.

Une chose est sûre, en tout cas. C'est que l'économie est trop importante pour qu'on en abandonne l'étude aux seuls économistes. Qu'elle n'est pensable que par le détour d'une interrogation informée également par l'histoire, la sociologie, l'ethnologie et la philosophie. D'où le plaidoyer que nous présente *Pascal Combemale* en faveur de l'enseignement des « sciences économiques et sociales », cette discipline bâtarde, perpétuellement menacée et remise en cause, qui n'existe que dans l'enseignement secondaire. Comme si le souci d'une réflexion globalisante sur la société, l'histoire et l'économie était chose d'importance si secondaire qu'il faille en cantonner l'enseignement dans les lycées. Pourquoi ne pas espérer et oeuvrer, au contraire, à ce qu'elle devienne la discipline reine, parce que a-disciplinaire, d'une université qui renaîtrait de ses cendres et du délabrement dans lequel Pont plongée à la fois sa réduction à des finalités professionnelles largement fictives et sa balkanisation en disciplines absurdemment rivales, jalouses et schizophrènes ?

Alain Caillé